

**Commission économique pour l'Europe**

Conférence des statisticiens européens

Groupe d'experts de la comptabilité nationale

Quinzième session

Genève, 17-20 mai 2016

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Élaboration de tableaux des ressources et des emplois

**Compilation des tableaux des ressources, des emplois
et des entrées-sorties de la comptabilité nationale**Document établi par Eurostat¹*Résumé*

La compilation par Eurostat des tableaux des ressources, des emplois et des entrées-sorties dans les pays européens reflète les résultats d'une enquête menée dans ces mêmes pays en 2014 et qui portait sur les pratiques nationales concernant la compilation de ces tableaux selon le Système européen des comptes (SEC 2010). Six grands domaines y sont traités : l'organisation, les sources de données, le processus de production, la méthodologie appliquée, la diffusion et la qualité, les applications et les comptes satellites. Cette compilation est accessible à tout un chacun sur le site Web d'Eurostat. Le document jette un éclairage utile, pour les collecteurs de données comme pour les utilisateurs, sur la manière dont ces tableaux sont établis dans chaque pays européen (là où de telles informations peuvent être recueillies), sur les sources de données primaires requises, sur le mode d'organisation des offices nationaux de statistique, sur les outils de TI dont ils disposent et sur les méthodes appliquées pour dresser des tableaux de ressources, d'emplois et d'entrées-sorties. Son utilité pour les pays engagés dans ce travail de compilation tient au fait qu'il leur permet de se positionner par rapport à certains pays européens.

¹ Établi par Isabelle Rémond-Tiedrez (ESTAT.C.2, téléphone : +352 4301-36905, courriel : isabelle.remond-tiedrez@ec.europa.eu) et Pille Defense (ESATAT.C.2, téléphone : +352 4301 37585, courriel : pille.palohjarv@ec.europa.eu).



I. Introduction

1. Le présent document décrit le travail de compilation des tableaux de ressources, d'emplois et d'entrées-sorties dans les pays européens. Un questionnaire a été envoyé à l'été 2014 à l'ensemble des États membres de l'Union européenne (UE), à la Suisse et à l'ex-République yougoslave de Macédoine. Il se divise en six chapitres :

- a) Organisation ;
- b) Données ;
- c) Processus ;
- d) Méthodologie ;
- e) Diffusion et qualité ;
- f) Applications et comptes satellites.

2. À l'automne 2014, 25 pays avaient répondu : Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Malte, Monténégro, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

II. Résultats du questionnaire

A. Organisation

3. Les instituts ou offices nationaux de statistique sont responsables de la compilation des données de la comptabilité nationale dans tous les domaines, à l'exception des statistiques de la balance des paiements et des comptes financiers. Un pays, la Belgique², y fait exception, car dans ce pays, la banque centrale nationale est responsable de la compilation annuelle et trimestrielle des comptes nationaux. En Slovaquie, la Banque centrale nationale et l'Office national de statistique partagent la responsabilité de la compilation trimestrielle des comptes nationaux. En Autriche, la compilation trimestrielle des comptes nationaux est assurée par l'Office national de statistique et par l'Institut autrichien de recherche économique. En Suisse, ce travail est effectué en concertation par l'Office national de statistique et le Secrétariat d'État à l'économie de la Confédération (SECO).

4. Habituellement, les banques centrales nationales sont responsables des statistiques de la balance des paiements, mais au Danemark, en Finlande, en Irlande, en Suède et au Royaume-Uni, c'est l'Office national de statistique qui en est chargé. En Autriche et à Malte, les données sont compilées conjointement par la Banque centrale nationale et l'Office national de statistique.

² En Belgique, les comptes nationaux sont publiés par l'Institut des comptes nationaux, créé par la loi en décembre 1994. Une coopération s'est instaurée entre l'Office national de statistique, le Bureau fédéral du Plan (BFP) et la Banque nationale de Belgique (BNB). La BNB est chargée de la compilation des comptes du secteur institutionnel, des comptes nationaux annuels et trimestriels, des comptes régionaux et des tableaux des ressources et des emplois. Le BFP est chargé des tableaux entrées-sorties, et l'Office national de statistique des statistiques des entreprises et de la collecte des données d'enquête pour les comptes nationaux.

5. Dans cinq des 25 pays cités (Autriche, Estonie, Pologne, République tchèque et Slovaquie), la compilation des statistiques relatives aux comptes financiers est partagée entre l'Office national de statistique et la Banque centrale nationale³. Dans 12 pays, la Banque centrale nationale est chargée de la compilation des statistiques, tandis que dans les sept pays restants, ce travail est effectué par l'Office national de statistique.

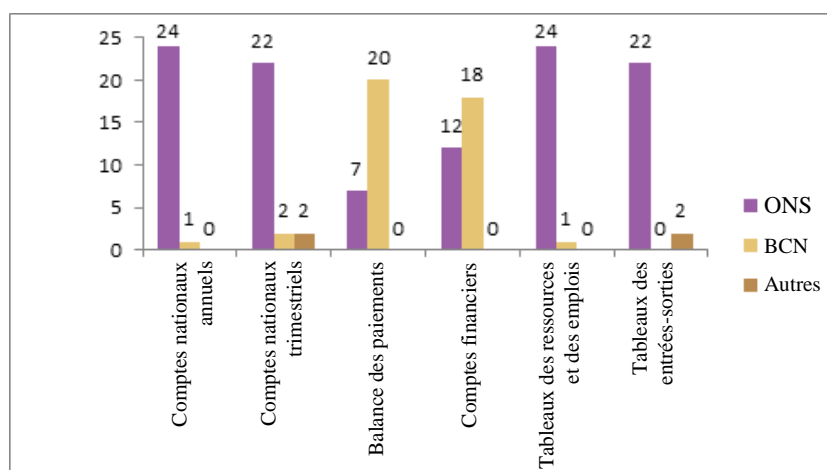
6. À quelques exceptions près, les offices nationaux de statistique sont généralement responsables de la compilation des tableaux des ressources et des emplois (TRE) et des tableaux entrées-sorties (TES). En Belgique, les TRE sont établis par la Banque centrale nationale, tandis que les TES le sont par le Bureau fédéral du plan.

7. L'annexe 1 donne une liste des points de contact pour les comptes nationaux et pour les TRE-TSE.

8. Dans 24 des 25 pays, les TRE et les TES sont compilés par le Département de la comptabilité nationale. La figure 1 montre comment les organismes chargés de ces compilations se partagent le travail. L'annexe 2 donne des informations détaillées sur la répartition de ce travail dans chaque pays.

Figure 1

Vue d'ensemble des organismes chargés des compilations



B. Sources des données à l'appui des TRE et des TES

9. Les sources de données pour la compilation des TRE et des TES sont notamment les enquêtes sur les entreprises, les enquêtes sur les ménages, les sources administratives et les comptes des entreprises.

1. Données des enquêtes sur les entreprises

10. Les données extraites des enquêtes annuelles, trimestrielles et mensuelles sur les entreprises peuvent être utilisées simultanément pour la compilation de TRE et de TES. Tous les pays procèdent au moins une fois par an à une enquête sur les entreprises pour compiler ces tableaux, mais plus de la moitié vont jusqu'à cinq enquêtes.

³ En République tchèque, l'Office national de statistique est responsable de la compilation annuelle des comptes financiers, et la Banque centrale nationale de la compilation trimestrielle desdits comptes.

11. Les enquêtes annuelles dont font état les pays sont notamment :
 - Des enquêtes sur les statistiques de production ;
 - Des enquêtes structurelles sur les entreprises ;
 - Des enquêtes sur les intrants matériels et les marchandises ;
 - Des enquêtes sur les achats de biens et de services ;
 - Des enquêtes sur les investissements ;
 - Des données de recensement sur différentes industries ;
 - Des enquêtes sur les activités d'intermédiation financière ;
 - Les statistiques du commerce international ;
 - Des enquêtes sur les activités de R-D ;
 - Des enquêtes sur les activités relevant du tourisme.
12. Certains pays ont également recours à des enquêtes pluriannuelles, par exemple une enquête quinquennale portant sur la structure de la consommation intermédiaire (Slovénie et Hongrie), un rapport quinquennal sur la valeur des matières, de l'énergie et des services utilisés et sur les stocks de matières (Pologne), ou encore une enquête quadriennale sur les intrants matériels et les marchandises (Allemagne).
13. Treize pays ont recours à des enquêtes trimestrielles sur les entreprises, soit :
 - Des enquêtes sur les échanges commerciaux ;
 - Des enquêtes sur la balance des paiements ;
 - Des enquêtes sur le secteur financier ;
 - Des enquêtes sur des secteurs particuliers (par exemple sur les services traiteurs en ex-République yougoslave de Macédoine) ;
 - Des enquêtes sur les prix des producteurs de services ; et plus généralement
 - Des enquêtes sur les statistiques à court terme (chiffre d'affaires, production industrielle, indice des prix à la production, etc.) ;
 - Des enquêtes sur les profits et les stocks.
14. Douze pays procèdent au moins une fois par mois à des enquêtes sur les entreprises :
 - Statistiques du commerce extérieur ;
 - Enquête sur la balance des paiements ;
 - Enquête sur le chiffre d'affaires ;
 - Enquête sur la production des articles manufacturés (PRODCOM) ;
 - Indice des prix à la consommation ;
 - Enquête mensuelle sur les entreprises ;
 - Enquête sur le tourisme ;
 - Enquête sur les prix à la production.
15. Les enquêtes sur les entreprises sont l'une des sources de données pour la compilation de TRE-TES et de comptes nationaux en général. Elles s'appuient pour l'essentiel sur des échantillons, mais certains pays recueillent chaque année des données de recensement, comme c'est le cas par exemple de la Lituanie (statistiques structurelles sur

les entreprises), de l'Irlande (recensement de la production industrielle), de la Suisse (inventaire complet de 450 000 entreprises) et du Portugal (informations simplifiées sur les entreprises couvrant environ 400 000 d'entre elles).

16. Bon nombre d'enquêtes sur les entreprises ont un seuil de notification fondé sur les rotations de personnel, qui permet de mesurer l'exhaustivité desdites enquêtes. La taille des échantillons est très variable d'un pays à l'autre, pouvant aller de quelques milliers à 73 000. L'annexe 3 donne des informations détaillées sur les enquêtes utilisées pour compiler les TRE et les TES dans différents pays.

2. Données des enquêtes sur les ménages

17. La principale enquête annuelle sur les ménages utilisée pour la compilation de TRE et de TES est l'enquête sur le budget des ménages (EBM), citée comme la première source par 15 des 16 pays procédant à une enquête par an au minimum. La deuxième source annuelle la plus largement utilisée, que mentionnent trois pays (Pays-Bas, Slovénie et Royaume-Uni), est celle des enquêtes sur les voyages et le tourisme.

18. Le nombre de ménages faisant l'objet de l'enquête EBM varie de 865⁴ à 28 000, avec une taille médiane de 5 040 et des quartiles de 3 500 et 7 000 ménages. L'annexe 4 donne des détails sur les enquêtes des différents pays sur les ménages.

3. Données administratives

19. Tous les pays ont recours aux données administratives pour la compilation de leurs TRE-TES ; ce sont notamment :

- les données sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- les comptes financiers annuels ;
- les données relatives à l'impôt sur le revenu ;
- la balance des paiements ;
- les statistiques financières des gouvernements locaux et centraux ;
- les statistiques du commerce extérieur ;
- les données sociales.

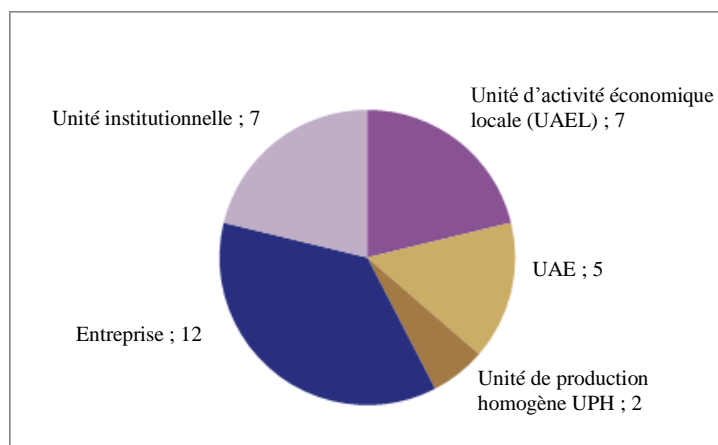
20. On trouvera en annexe 5 un tableau complet des sources administratives et autres.

4. Unités statistiques

21. En réponse à la question « sur quelle unité statistique s'appuie le tableau des ressources et des emplois ? », sept pays ont indiqué utiliser l'unité d'activité économique locale (UAEL) et cinq autres l'unité d'activité économique (UAE). Dans 12 pays, les tableaux des ressources et des emplois ont été compilés sur la base de l'unité d'entreprise (voir le diagramme 1).

⁴ L'office danois de statistique enregistre des données correspondant à quelque 865 ménages chaque année, mais il fait une pondération des échantillons de trois années successives.

Diagramme 1
Unités statistiques pour la compilation des TRE



22. Le total dépasse 24, car sept pays ont donné des réponses multiples à la question. Les pays suivants ont mentionné deux unités statistiques : Irlande (UAEL et entreprise), la Lituanie (entreprise et unité institutionnelle), Malte (UAE et unité institutionnelle), la Roumanie (UAE et unité de production homogène UPH), la Slovaquie (entreprise et unité institutionnelle) et la Suède (UAE et entreprise), tandis que les Pays-Bas ont mentionné quatre unités (UAEL, UAE, entreprise et autres).

C. Processus de compilation

1. Cadre juridique

23. Depuis 2014, les TRE-TES de l'UE ont été compilés et transmis selon la méthodologie du SEC 2010⁵, qui suppose la transmission des éléments suivants :

- Les tableaux annuels des ressources et des emplois ;
- Les tableaux quinquennaux des entrées-sorties (avec une ventilation production intérieure/importations) ;
- Les tableaux quinquennaux des emplois aux prix de base (avec une ventilation production intérieure/importations) ;
- Les tableaux quinquennaux d'évaluation (marges commerciales et de transport, et taxes moins les subventions).

24. Le SEC 2010 s'impose à tous les États membres de l'UE et aux pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE)⁶, mais certains autres pays européens suivent les mêmes règles.

25. En plus de cette disposition juridique supranationale, neuf pays⁷ ont fait savoir qu'ils étaient également tenus par des règles nationales.

⁵ Règlement (CE) n° 549/2013 du Parlement européen et du Conseil en date du 21 mai 2013 sur le Système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union.

⁶ Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse.

⁷ Neuf pays ont des exigences nationales supplémentaires : Autriche, Belgique, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Roumanie.

2. Classifications

26. La Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE, Rev.2) et la classification des produits par activité (CPA) sont les classifications les plus couramment utilisées pour la compilation de TRE-TES. La France utilise des classifications nationales faites sur mesure pour les industries et les produits.

27. La Classification selon la Nomenclature des fonctions de la consommation individuelle (COICOP), la Classification des fonctions de l'administration publique (COFOG) et la Nomenclature des fonctions des institutions sans but lucratif au service des ménages (COPNI) sont elles aussi utilisées pour compiler les TRE-TES à différents niveaux de détail. Neuf pays utilisent la COICOP au niveau à quatre chiffres, trois au niveau à trois chiffres et trois au niveau à deux chiffres.

28. En outre, la nomenclature combinée (NC), le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) et la Classification par grandes catégories économiques (CGCE) sont utilisés pour les données du commerce international.

3. Taille des tableaux

29. Si les tableaux varient quant au nombre de produits et d'industrie, leur niveau de détail dépasse habituellement les 64 produits et 64 industries requis par le SEC 2010. Dans de nombreux pays, le nombre de produits utilisés pour les TRE est bien supérieur à celui des industries : 13 pays de l'UE ont plus de 250 produits et 12 donnent des tableaux plus détaillés que ce qui est requis dans le programme de transmission du SEC 2010. C'est le Danemark qui a le plus grand nombre de produits (environ 2 350), suivi de la Hongrie (820), de la Finlande (776) des Pays-Bas (630), de l'Autriche et de la Pologne (l'un et l'autre environ 550). La Slovaquie a le plus grand nombre d'industries (230), suivie de la Hongrie et de la Finlande.

30. À l'autre extrémité, la Croatie, l'Irlande, la Suisse et l'ex-République yougoslave de Macédoine présentent des compilations de leurs TRE-TES à un niveau moins détaillé (49 produits et industries dans le cas de la Suisse, 64 dans le cas de la Croatie). Dans tous les pays, la compilation et l'équilibrage se font au même niveau de détail.

31. S'agissant des tableaux entrées-sorties, le nombre de produits est égal à celui des industries, sauf pour la République tchèque et les Pays-Bas, qui ont davantage de produits que d'industries. Dans la majorité des pays, toutefois, les TES ont une ventilation de produits nettement moins détaillée que les TRE. Les Pays-Bas, par exemple, ont 200 produits, la République tchèque 184 et la Finlande 179. La Roumanie fait exception avec environ 615 produits dans ses TES, contre 99 dans ses TRE.

Figure 2
Niveau de détail des compilations dans les TRE (produits)⁸

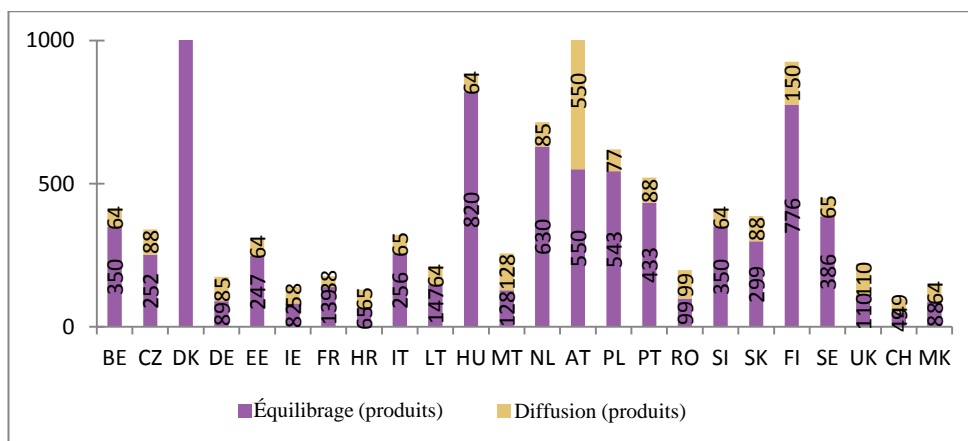
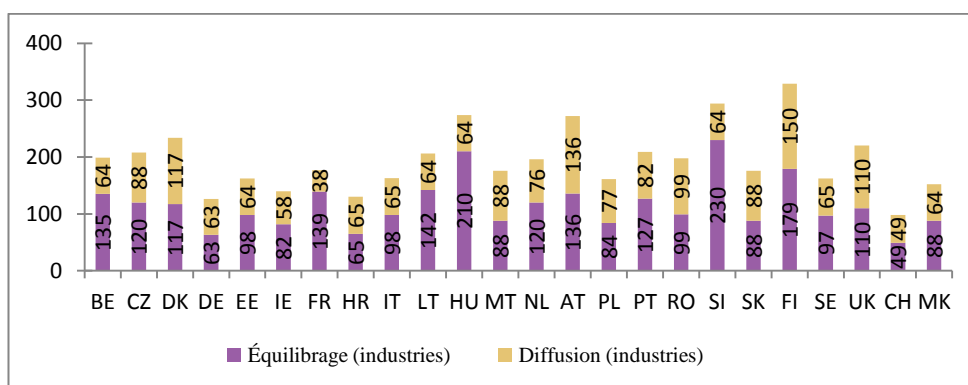


Figure 3
Niveau de détail des compilations dans les TRE (industries)



4. Fréquence

32. Les pays ont tendance à procéder à des compilations annuelles pour leurs TRE et à des compilations annuelles ou quinquennales pour leurs TES. Étant donné que l'UE requiert des tableaux quinquennaux d'entrées-sorties, ce n'est pas surprenant.

33. Les Pays-Bas et la France dressent des tableaux TRE tous les trimestres. La Suisse le fait tous les trois ans. En République tchèque, les structures des TRE sont utilisées dans le cadre d'estimations trimestrielles, principalement axées sur la déflation, à savoir la part des emplois en rapport avec les importations ou la production intérieure, la part de la production destinée à l'exportation et de l'emploi interne dans la ventilation des marchandises, etc.

5. Actualité et révision

34. Le SEC 2010 fait obligation aux pays de transmettre des données à Eurostat dans les trente-six mois qui suivent la fin de la période de référence. Dans la pratique, les délais de publication des TRE varient de cinq mois en France à trente-neuf mois en Pologne. Huit pays (ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni et Suède) diffusent leurs TRE dans un délai d'environ

⁸ Le Danemark compte environ 2 350 produits.

deux ans ou, pour certains, en l'espace de quelques mois. Sur les 23 pays ayant répondu à cette question, six (ex-République yougoslave de Macédoine, France, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni et Suisse) ont diffusé trois versions de leurs TRE.

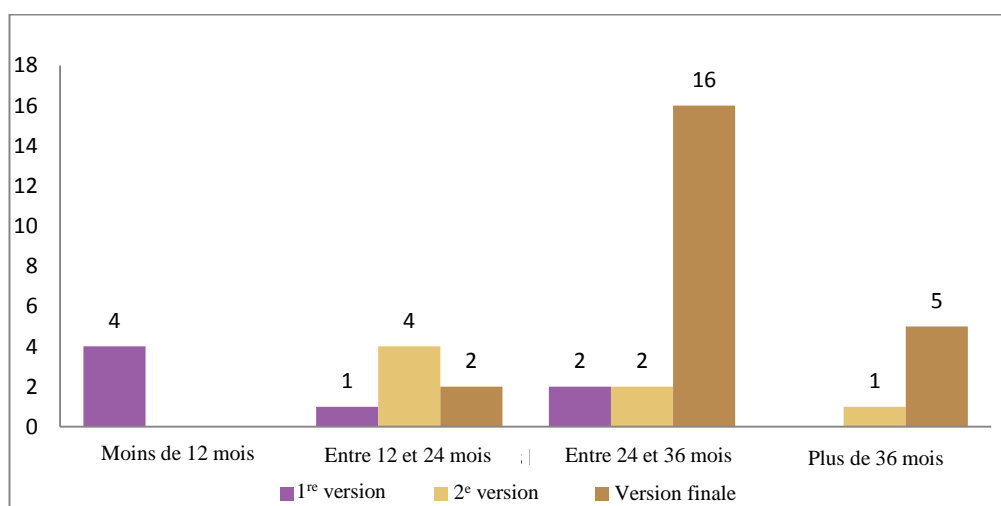
35. Les politiques de révision des TRE sont variables. Seize pays ne révisent pas leurs TRE après les avoir diffusés, tandis que d'autres les corrigent et les révisent. En France et aux Pays-Bas, la compilation des TRE est intégrée à la compilation trimestrielle des comptes nationaux. La France révisé ses TRE trimestriels de manière à les harmoniser avec son TRE annuel final.

36. Les statistiques macroéconomiques principales (telles que le PIB) peuvent être rapportées aux TRE ou vice versa. De même, certains pays harmonisent leurs données dans les TRE sur les chiffres globaux, alors que d'autres révisent les chiffres principaux sur une base trimestrielle ou annuelle de manière à les harmoniser avec les TRE. L'Autriche, la République tchèque, la France et le Royaume-Uni procèdent à de telles révisions au même niveau de détail que pour les compilations.

37. Les TES sont révisés moins fréquemment, par exemple lorsque les TRE doivent eux-mêmes être révisés ou lorsque les règles changent (par exemple lors du passage du SEC 95 au SEC 2010).

Figure 4

Délais de publication des TRE (nombre de pays)



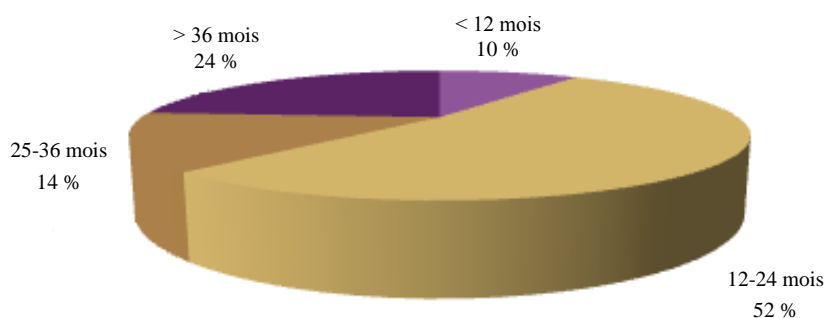
6. Ressources

38. Les ressources allouées pour la compilation et l'équilibrage des TRE et des TES vont de 9 à 96 personnes-mois. Les allocations pour les ressources et les emplois varient au gré des traditions et des régimes de travail des pays. Elles couvrent un large éventail de situations, et le concept de « personne-mois » doit être interprété en fonction du contexte propre à chaque pays. En République tchèque, en France et aux Pays-Bas, par exemple, lorsque les TRE sont intégrés à la compilation des comptes nationaux trimestriels, il est difficile de distinguer le nombre de mois consacrés uniquement aux TRE. D'autres pays peuvent également inclure la compilation des TES, tandis que d'autres peuvent exclure le processus d'équilibrage. En outre, le fait que certains pays révisent régulièrement leurs tableaux alors que d'autres ne produisent qu'une version finale, influe sur le nombre de personnes-mois utilisé dans les TRE et les TES. Sur les cinq pays qui allouent plus de 36 personnes-mois, trois diffusent trois versions de leurs TRE. Il n'existe pas de corrélation

directe avec la taille du pays ou le niveau de détail appliqué en ce qui concerne les produits et les industries dans les tableaux.

Figure 5

**Ressources allouées à la compilation de TRE-TES
(nombre de pays/personnes-mois)**



7. Outils de TI

39. Tous les pays ont recours à des outils de TI tels que Excel et autres pour leurs compilations de TRE et de TES. Quatorze utilisent des bases de données relationnelles comme Oracle ou Microsoft SQL et 11 utilisent SAS ou des logiciels de statistique similaires. La République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et la Slovénie utilisent le logiciel SNA-NT mis au point par des collègues norvégiens pour équilibrer leurs TRE. Certains pays utilisent des logiciels maison, souvent basés sur SAS et Oracle. Certains utilisent Matlab, Gauss et GAMS.

D. Méthodologie des TRE et des TES

40. Le programme de transmission du SEC 2010 fait obligation aux États membres de transmettre :

- a) À intervalle annuel :
 - Un tableau des ressources aux prix de base, avec le passage aux prix d'acquisition ;
 - Un tableau des emplois aux prix d'acquisition ;
- b) Tous les cinq ans :
 - Un TES aux prix de base (produit par produit), avec des sous-tableaux pour :
 - La production interne aux prix de base ;
 - Les importations aux prix de base ;
 - Un tableau des emplois aux prix de base ;
 - Un tableau des emplois pour la production interne aux prix de base ;
 - Un tableau des emplois pour les importations aux prix de base ;
 - Un tableau des marges commerciales et de transport ;
 - Un tableau des taxes moins les subventions sur les produits.

41. Les TRE aux prix des années antérieures devront être transmis pour la première fois avant la fin de 2018 pour l'année de référence 2015.

Tableau 1

Aperçu des tableaux élaborés selon leur fréquence (nombre de pays)

	Tableau des ressources aux prix de base	Tableau des ressources aux prix d'acquisition	Tableau des ressources à d'autres évaluations de prix	Tableau des emplois aux prix de base	Tableau des emplois aux prix d'acquisition	Tableau des emplois aux prix des producteurs	Tableau des emplois de la production interne aux prix de base	Tableau des emplois des importations aux prix de base
Trimestriellement	2	1			2	1		1
Annuellement	23	19	1	18	23	6	17	16
Pluriannuellement				4			4	4

1. Évaluation des prix et déflation

42. Tous les pays dressent des TRE aux prix courants. Bien que le programme de transmission ne le prévoit pas, 16 pays ont déjà dressé des tableaux aux prix des années antérieures pour les années antérieures à 2015, et la France a entrepris de dresser des tableaux supplémentaires à prix constants.

43. Lorsque les pays procèdent à la compilation de leurs TRE en termes de volume, près de la moitié appliquent le même niveau de détail que pour leurs TRE aux prix courants. Le seul pays à y faire exception est la Suisse, où le tableau des prix courants est dressé à un niveau moins détaillé (49 produits et industries) que celui des prix des années antérieures (54).

44. Les déflateurs de prix varient selon les pays. Ce sont : l'indice des prix à la production (IPP), l'indice des prix à la consommation (IPC), les indices de valeur unitaire (IVU), l'indice des prix à la production pour les services (IPPS), l'indice des prix à l'importation (IPI), l'indice des prix à l'exportation (IPE), l'indice des prix dans la construction et dans l'agriculture, et des déflateurs de prix implicites. En France, l'évolution de certains prix est également observée au niveau de la consommation intermédiaire.

45. Sur les 24 pays, 16 ont recours à la méthode du double déflateur pour déduire la valeur ajoutée brute en termes de volume. Dans les comptes nationaux français et portugais, la production en prix constants moins la consommation intermédiaire en prix constants doit s'accorder avec la somme des dépenses finales en prix constants (étant donné que les TRE et les TES sont calculés entièrement aux prix de l'année en cours et des années antérieures). En Allemagne, les TRE aux prix courants sont utilisés pour calculer les pondérations de la déflation aux niveaux de la production et de la consommation intermédiaire.

46. Les matrices d'évaluation (les taxes moins les subventions et les marges commerciales et de transport) font l'objet de compilations plus fréquentes (annuelles pour la plus grande part) que l'intervalle quinquennal requis. De nombreux pays font également des compilations annuelles de différentes couches : la TVA non déductible (18 pays), les taxes sur les produits exonérés de la TVA (16), les subventions sur les produits (17), les marges de transport (16) et les marges du commerce de gros (14).

2. Processus d'équilibrage

47. La compilation de TRE suppose une « confrontation de données », un processus d'équilibrage destiné à s'assurer de la cohérence de toutes les identités clefs du cadre TRE. Pour ce faire, les pays peuvent recourir à une procédure soit automatique soit manuelle ou combiner les deux approches. Dans la pratique, l'ensemble des 24 pays ont recours à la procédure manuelle et 17 utilisent en outre la procédure automatique, dont quatre (l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Suisse) équilibrent 90 % des cellules de cette manière, voire davantage. De nombreux pays ayant recours à la procédure manuelle d'équilibrage résolvent manuellement d'importants points d'achoppement, parfois pour presque toutes les cellules. Les problèmes qui subsistent sont ensuite résolus au moyen d'une procédure automatique du type RAS ou par la méthode Stone, Champernowne and Meade (1942).

48. L'équilibrage manuel nécessite des ressources humaines conséquentes et peut prendre beaucoup de temps. Au Royaume-Uni, par exemple, il nécessite huit équivalents TRE à plein temps et une dizaine de membres du personnel de l'Office national de statistique pendant environ six semaines pratiquement jusqu'à la fin du processus, moment auquel un algorithme RAS est appliqué pour éliminer les derniers déséquilibres mineurs. Selon les dispositions organisationnelles d'un pays, le processus d'équilibrage fait intervenir un certain nombre de personnes qui doivent y consacrer une partie de leur temps, mais dans au moins six pays, seulement un ou deux membres du personnel y prennent part.

3. Autres problèmes de méthode

49. Les TRE réunissent les composantes permettant la compilation de la mesure du PIB moyennant trois approches (l'approche de la production, celle des revenus et celle des dépenses). Une fois l'équilibre atteint, l'un des principaux objectifs est de fournir une estimation unique du PIB. Cependant, tous les pays ne procèdent pas à la compilation des TRE selon les trois approches susmentionnées. Le recours aux TRE nationaux pour la mesure du PIB selon l'approche des revenus et selon celle de la production peut donner des résultats différents en ce qui concerne la chronologie des calculs. Cinq pays (ex-République yougoslave de Macédoine, Italie, Pays-Bas, République tchèque et Suède) appliquent le cadre TRE pour la première estimation du PIB. En Pologne et en Slovaquie, ce cadre est utilisé pour la deuxième estimation.

50. Comme les enquêtes et autres sources de données ne procurent pas toujours des informations complètes, 15 des 24 pays appliquent des méthodes différentes pour traiter les données manquantes. Quatre d'entre eux (Danemark, Estonie, Royaume-Uni et Slovénie) appliquent une méthode prévisionnelle et sept autres (Danemark, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède et Royaume-Uni) celle de l'extrapolation rétrospective. Certains pays évoquent d'autres techniques, comme celle de l'actualisation des résultats d'enquêtes pluriannuelles (Slovénie et Hongrie).

51. Sur les 24 pays, 15 procèdent à des compilations de comptes régionaux et provinciaux s'accordant avec les TRE nationaux et suivant le même cadre. Les comptes régionaux sont en majeure partie établis au niveau 3 de la nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS 3), et la ventilation par industrie est celle du niveau NACE A10.

52. S'agissant des importations dans le tableau des ressources, tous les pays font leurs compilations sur la base d'une évaluation tenant compte du coût, de l'assurance et du fret (CIF) et 15 d'entre eux procèdent également à des ajustements sur la base d'une évaluation FOB. Dix-huit sont en mesure de décomposer leurs données d'importation et de fournir davantage de détails, le plus souvent en introduisant une ventilation des importations à

l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, plus une autre ventilation à l'intérieur et à l'extérieur de la zone euro.

53. De nombreux pays établissent des tableaux supplémentaires à l'appui du tableau des emplois, reflétant par exemple la consommation finale par type de produit (COICOP ou COFOG), et la formation brute de capital fixe par type de produit et par industrie. Il est fréquent que de tels tableaux ne soient pas accessibles au grand public, mais ils sont utilisés comme apports internes pour la compilation des tableaux de ressources et d'emplois.

54. Les réponses aux questions portant sur les biens envoyés à l'étranger pour traitement montrent que 20 pays ont une approche nette de cette mesure, tandis que 5 en ont une approche brute. Les estimations du Royaume-Uni sont fondées sur l'une et l'autre approche.

55. Seize pays produisent annuellement des TES, cinq d'entre eux le faisant annuellement, et la Suisse tous les trois ans. Dix-neuf pays dressent des tableaux « produit par produit » et huit des tableaux « industrie par industrie ». Quatre pays (la Belgique, la République tchèque, la Hongrie et l'Italie) produisent des tableaux de ces deux types. Les TES sont souvent le résultat d'un modèle de transformation appliqué à partir des TRE. La plupart des pays déduisent les TES en se fondant sur l'hypothèse de la « technologie du produit », où chaque produit a sa technologie spécifique, indépendamment de l'industrie qui le fabrique. Neuf pays se rangent derrière l'hypothèse de la « structure de vente de produits à prix fixe », et quelques-uns appliquent une hypothèse hybride.

E. Diffusion et qualité

56. En raison des règles de confidentialité qui s'appliquent aux TRE comme aux TES, tous les pays ne diffusent pas des tableaux complets. Neuf pays appliquent des règles de confidentialité à des degrés divers, allant de 0,3 % des cellules pour la Suède à 5 % pour la Pologne.

57. Quatorze pays évaluent la qualité de leurs tableaux sur la base des codes nationaux ou du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne.

58. Dix pays indiquent qu'ils analysent les besoins des utilisateurs sur la base de contacts informels ou via l'Internet, etc. Cependant, les enquêtes auprès des utilisateurs ne se font pas à intervalles réguliers et les résultats ne sont normalement pas accessibles au grand public.

59. En vertu du programme de transmission du SEC 2010, les pays transmettent leurs tableaux de ressources et d'emplois et leurs tableaux d'entrées-sorties à Eurostat et à de nombreux autres utilisateurs, tels que les organismes spécialisés dans l'analyse politique, les milieux universitaires, les instituts de recherche, les banques nationales, les organisations locales et internationales et les ministères (particulièrement les ministères des finances). Les TRE et les TES peuvent être transmis à d'autres utilisateurs également (par exemple des étudiants, des journalistes, etc.) en réponse à des demandes spécifiques.

60. La majorité des pays mettent à la disposition du grand public les documents relatifs aux TRE et aux TES. L'annexe 6 contient une liste des liens vers des documents utiles pour les pays.

F. Applications et comptes satellites

61. De nombreux pays font des compilations de différentes applications de tableaux et de comptes satellites. Ce travail n'est pas toujours effectué par le seul office national de

statistique : des instituts de recherche et des ministères coopèrent à cet effet avec les offices nationaux ou procèdent de leur côté à leurs propres compilations. L'annexe 7 donne un tableau d'ensemble du travail effectué dans différents pays.

Annexe I

[Anglais seulement]

Contact persons for National Accounts and SUIOTs

	Head of National Accounts	E-mail address	Head of SUTs/IOTs	E-mail address
BE	Pierre Crevits	pierre.crevits@nbb.be	Hans De Dyn (Team leader SUT)	hans.dedyn@nbb.be
			Bart Hertveldt (Team leader Input-Output)	bh@plan.be
CZ	Vladimír Kermiet	vladimir.kermiet@czso.cz	Petr Musil	petr.musil@czso.cz
DK	Kirsten Balling	kba@dst.dk	Peter Rørmose Jensen	prj@dst.dk
DE	Irmtraud Beuerlein	irmtraud.beuerlein@destatis.de	Norbert Räth	norbert.raeth@destatis.de
EE	Agnes Naarits	agnes.naarits@stat.ee	Dedegkajeva Iljen	iljen.dedegkajeva@stat.ee
IE	Jennifer Banim	jennifer.banim@cso.ie	Paul Morrin	paul.morrin@cso.ie
FR	Ronan Mahieu	ronan.mahieu@insee.fr	Lorraind Aeberhardt	lorraine.aeberhardt@insee.fr
HR	Galjinka Dominić	DominicG@dzs.hr	Darko Vrančić	VrancicD@dzs.hr
IT	Gian Paolo Oneto	oneto@istat.it	Francesca Di Palma	dipalma@istat.it
LT	Gailutė Juškienė	gailute.juskiene@stat.gov.lt	Aldona Lazarevičienė	aldona.lazareviciene@stat.gov.lt
HU	Zsuzsanna Boros Szőkéné	Zsuzsanna.Boros@ksh.hu	Dr Mária Forgon	maria.forgon@ksh.hu
MT	Vanessa Dimech	vanessa.dimech@gov.mt	Vanessa Dimech	vanessa.dimech@gov.mt
NL	Gerard J. Eding	gedg@cbs.nl	Marcel Pommée	mpoe@cbs.nl
AT	Ferdinand Leitner	ferdinand.leitner@statistik.gv.at	Erwin Kolleritsch	erwin.kolleritsch@statistik.gv.at
PL	Maria Jeznach	m.jeznach@stat.gov.pl	Hanna Gembarzewska	h.gembarzewska@stat.gov.pl
PT	Idilio Freire	idilio.freire@ine.pt	Maria João David	mjoao.david@ine.pt
RO	Adriana Ciucea	Adriana.Ciucea@insse.ro	Alina Predescu	Alina.Predescu@insse.ro
SI	Andrej Flajs	andrej.flajs@gov.si	Janja Kalin	janja.kalin@gov.si
SK	Frantisek Bernadic	frantisek.bernadec@statistics.sk	Anna Zvrskovcova	anna.zvrskovcova@statistics.sk
FI	Ville Tolkki	ville.tolkki@stat.fi	Mr Markku Rätty	markku.ratty@stat.fi
SE	Ylva Hedén Westerdahl	Ylva.Heden@scb.se	Mats Haglund	mats.haglund@scb.se
UK	Nick Vaughan	nick.vaughan@ons.gov.uk	Richard Wild	richard.wild@ons.gov.uk
MK	Verka Panova	national.accounts@stat.gov.mk		
CH	Philippe Küttel	Philippe.Kuettel@bfs.admin.ch	Dr Jerry Suk	Jerry.Suk@bfs.admin.ch

Annexe II

[Anglais seulement]

Compiling organizations

	NSI	NCB	Other
Annual National Accounts	CZ, DK, DE, EE, IE, FR, HR, IT, LT, HU, MT, NL, AT, PL, PT, RO, SI, SK, FI, SE, UK, ME, MK, CH	BE	
Quarterly National Accounts	CZ, DK, DE, EE, IE, FR, HR, IT, LT, HU, MT, NL, PL, PT, RO, SI, SK, FI, SE, UK, ME, MK	BE, SK	AT, CH
Balance of Payments	DK, IE, MT, AT, FI, SE, UK,	BE, CZ, DE, EE, FR, HR, IT, LT, HU, MT, NL, AT, PL, PT, RO, SI, SK, ME, MK, CH	
Financial accounts	CZ, DK, EE, IE, LT, NL, AT, PL, SK, FI, SE, UK,	BE, CZ, DE, EE, FR, HR, IT, HU, MT, AT, PL, PT, RO, SI, SK, ME, MK, CH	
Supply and Use Tables	CZ, DK, DE, EE, IE, FR, HR, IT, LT, HU, MT, NL, AT, PL, PT, RO, SI, SK, FI, SE, UK, ME, MK, CH	BE	
Input-Output Tables	CZ, DK, DE, EE, IE, FR, HR, IT, LT, HU, MT, NL, AT, PL, RO, SI, SK, FI, SE, UK, MK, CH		BE, PT

Annexe III

[Anglais seulement]

Business surveys used in countries

Monthly surveys

	Name of the survey	Size of the survey
DE	Foreign Trade Statistics (FTS)	
IE	Merchandise Trade	
FR	Consumer price index CPI	
IT	International trade in goods	Census survey based on joint administrative-statistical declarations
MT	Balance of Payments Direct Reporting Survey	1000 units
	TOURSTAT	4500 passengers
NL	International Trade in Goods	All companies with international trade > 900000 euro
AT	Short Term Statistics (PRODCOM Survey)	Approximately 12000
	Foreign Trade Statistics	Approximately 13700 (INTRASTAT)
PT	Statistics of International Trade	Exhaustive
SI	Intrastat statistics - deliveries of goods within EU member states	
	Consumer price indices	
	Producer price indices of manufactured goods (for domestic market and for export), Producer price indices of agricultural products, Agricultural input price indices	
	Construction cost indices	
	Import price indices External trade unit value indices	
FI	Foreign trade in goods	Total
	Information Centre of the Ministry of Agriculture and Forestry's production statistics	Total
	Statistics on Building and Dwelling Production	Total
	Finnish Forest Research Institute's statistics	Total
MK	Monthly report on the turnover	All large and medium enterprises that perform one of the trade activities in section G of NACE Rev.2 as their main activity, while the rest were determined randomly.

Quarterly surveys

	Name of the survey	Size of the survey
CZ	Quarterly questionnaire in business units P3 -04	
	Quarterly statement of imports and exports of services ZO 1-04	
	Quarterly questionnaire of other financial institutions that keep accounting system for non-financial businesses.(Pen 3c-04)	
DK	Industrial Commodity Statistics (Prodcum)	Survey population covers 93%
IE	Balance of International Payments	
FR	Turnover index, industrial production index, producer price index, building and civil engineering index, price index for dwellings	Dwellings maintenance and improvement price index, construction cost index, services producer prices index, agricultural producer prices index
IT	Balance of payments	
HU	STS	9000
MT	Profit and Loss Statements of Banks, Insurances and Collective Investment Schemes	Census
NL	International Trade in Services	Large companies: 300 Small/medium: 5000
AT	Survey on Trade in Services	Approximately 5000
PL	Report on income, costs, financial result and investment outlays at F-01/I-01 form	Full survey; quarterly (entities employing more than 49 persons) and half-year (entities employing from 10 to 49 persons); according to methodology
SI	Services producer price indices	
UK	Quarterly Acquisitions and Disposals of Capital Assets Survey (annually benchmarked to the Annual Business Survey)	27000
	Quarterly Stocks Survey (annually benchmarked to the Annual Business Survey)	5500
	Quarterly Operating Profits Survey	1600
	Quarterly Security Dealers' Survey	75
MK	Quarterly statistical survey for the catering trade	The business entities from the catering activity classified in section I of NACE Rev.2 as well as business entities which in their structure have business units whose activity belong to the catering.

Annual surveys

	Name of the survey	Size of the survey
BE	Prodcom	
	Structural Business Surveys	
CZ	Annual statistical survey in business units P5-01	
	Annual statistical survey in government institutions VI 1-01 Annual survey of non-profit institutions, housing cooperatives and the chosen institutions NI 1-01	
	Banking monetary institutions – annual statistical survey (Pen 5a-01)	
	Annual statistical questionnaire for non-banking institutions that keep accounting system for financial institutions Pen 5b-01, Annual statistical survey of Insurance Companies Poj5a-01, Annual survey of industrial companies Prům 2-01	
	Labour cost survey UNP 4-01	
DK	Structural business statistics	8.000 grossed up with administrative register to full coverage
	Raw Material and Industrial Services Statistics (Manufacturing)	As a general rule, the statistics cover manufacturing firms with at least 50 full time employees
	Agriculture and horticulture statistics and fishery	Grossed up with administrative register to full coverage
	General enterprise statistics	Statistics based on administrative data
	Government Finance Statistics (GFS)	Administrative data
	Financial sector	Statistics based on administrative data
DE	Output survey on enterprises and lokal KAUS (Produktionsstatistik)	
	Structural surveys on enterprises	
	Survey on sales structure in trade	
	Material input and commodity survey on enterprises (multi annual - all 4 years, last one 2010)	
EE	Structural Business Statistics	circa 12 000
	Agricultural, forestry and fishing enterprise survey	circa 2 000
	PRODCOM	circa 2 400
	Energy statistics	circa 4 000

	Financial intermediation and auxiliary services enterprise survey	
	Survey for NPISH	800-1500
IE	Census of Industrial Production	
	Annual Services Inquiry	
	Building and Construction Inquiry	
	Output, Input and Income in Agriculture	
	PRODCOM Product Sales	
FR	Annual production survey	
	Leasing survey	
	Annual sectoral survey	
HR	Financial statements total coverage	
	Name of the survey	Size of the survey
IT	The Survey on Economic and financial accounts of large enterprises	Census survey on Enterprises operating in Italy with at least 100 persons employed (industrial and services sectors)
	New information base obtained through the integration of Small and Medium Enterprises (SME) survey and administrative sources such as enterprises balances and business sector analyses	Census information on Enterprises operating in Italy with 1 to 99 persons employed (industrial and services sectors)
	REA survey	18 thousand agricole enterprises
	PRODCOM survey	
LT	Structural Business Statistics	Census
	PRODCOM survey	90% income at class (4-digit) level by NACE Rev.2; cut-off
	Services surveys (trade, transport, accomodation etc.)	
	Purchases of goods and services of enterprises	Sample survey, 1000 enterprises
	Breakdown of turnover by products of CPA in section G by NACE Rev.2	
HU	Structural Business Statistics	13500
	PRODCOM survey	10000
	Annual statistical survey of construction activities	5000
	Survey on transport, telecommunication, public accommodation establishments and other	14000/1400/4200/3100/25000

	services/Survey on computer and related activities, television and radio programmes broadcasting/Survey on structure of intermediate consumption (5 yearly)/Survey on structure of retail trade turnover/Survey on investment structure	
	Foreign trade surveys (Intrastat and QR for services)	26000
MT	Structural Business Statistics	4954 units
	English Language School Survey	Census
	Balance of Payments Direct Reporting Survey	1000 units
	Aquaculture Census	Census
	Malta Tourism Authority Survey	2961 persons
NL	Investment survey	50000
	Production statistics	Large companies: 10260 (all units) Small/medium: 42082
AT	Structural Business Statistics	appr 35000
	Material Input Statistics	appr 2500
PL	Report on production at P-01 form	full survey; entities employing more than 9 persons; according to methodology
	Report on construction and assembly production of construction enterprises at B-01 form	full survey; entities employing more than 9 persons; according to methodology
	Report on construction and assembly production of non-construction enterprises at B-02 form	full survey; entities employing more than 9 persons; according to methodology
	Report on transport and communications services at T-02 form	full survey; entities employing more than 9 persons; according to methodology
	Annual questionnaire of enterprise at SP form	full survey; entities employing more than 9 persons; according to methodology
	Statistical financial report at F-02 form	full survey; entities employing more than 9 persons; according to methodology
PT	IAPI - Annual Industrial Output Survey	16182
RO	Structural survey	51661
	Name of the survey	Size of the survey
SI	Annual survey of manufacturing activity Annual survey of construction activity Annual survey of trade activity Annual surveys of transport activity Annual survey of R&D activity	

	Survey of the structure of intermediate consumption (five-yearly)	
	Annual survey on gross fixed capital formation Annual survey on business services	
SK	The statistical questionnaires Roc1-01, Roc2-01 for S11	20 000 units
	Data compilation. Annual exhaustive statistical surveys	
	Pen P5-01 and Poi P5-01 for S12.	850 units
FI	Structural Business Statistics	total
	The Business Register/Banking statistics/Insurance Supervision Authority's statistics	total
	The statistics on industrial output and input	3000-3500 KAUs
	Business Service Statistics	about 3100 enterprises
	International trade in services	3600 enterprises
	Statistics on Research and Development Expenditure	about 6500 enterprises
SE	SBS, surveys for detailed information	
UK	Annual Business Survey	73000
	PRODCOM (UK Manufacturers' Sales by Product)	21500
	International Trade in Services (ITIS)	14000
	Annual Survey of Insurance Companies	70
	Property Unit Trusts Annual return of Liabilities and Assets	15
	Business Enterprise Research and Development Survey (BERD)	4000
MK	Annual report for the calculation of value added for non-financial enterprises	The survey is carried out for large and medium non-financial enterprises (and as a sample survey for small enterprises with more than 10 employees) who have registered local units and / or units with activity different from the main activity or in the different municipalities.
	Economic Accounts for Agriculture	Cover all production activities and production units (including Households small farms).

	Annual statistical survey for mining, quarrying and manufacturing (PRODCOM)	The enterprises and the lokal KAUs classified in sections B, C and D of NACE Rev.2 as well as the local units whose main activity is industry, but their legal unit does not belong to the industry, but forestry, construction etc.
	Annual statistical survey for construction	The business entities from the construction activity classified in section F of NACE Rev.2, as well as the business entities that are not classified in the construction sector but are performing large-scale construction activities.
	Annual report for spent building materials and energy	The business entities from the construction activity classified in section F of NACE Rev.2, as well as the business entities that are not classified in the construction sector but are performing large-scale construction activities.
	Annual statistical survey on scientific and research-development activity	The public research institutions, research units in business entities in the area of economy, public higher education institutions, business entities in the area of economy not registered for scientific-research activity.
CH	STATENT	approx. 450000 (complete inventory count)
	Statistics of Value Added	20000

Annexe IV*[Anglais seulement]***Household surveys used by countries for SUIOT compilation****Monthly surveys**

	Name of the survey	Size of the survey
DK	Retail sales index	
EE	Household Budget Survey	820 households per month
PL	Household Budget Survey	0.003
SI	Survey on arrivals and overnight stays of tourists	
SK	Monthly questionnaire on trade, catering and lodging	5 300 units

Quarterly surveys

	Name of the survey	Size of the survey
EE	Labour Force Survey	9400 households per year
IE	Quarterly National Household Survey	
	Tourism and Travel Survey	
HU	Household Budget Survey	10000
PT	IE – Employment survey	22 554
SI	Tourism travels of domestic population	
SK	Household Budget Survey	5 000 units
MK	Household Budget Survey	Sample of 5040 households which is about 1% of the total number of households in the country

Annual surveys

	Name of the survey	Size of the survey
BE	Household Budget Survey	
CZ	Household Budget Survey	3000
DK	Household Budget Survey	approximately 865 households annual, but 3 years of samples are weighted together.
DE	Survey of household income and expenditure	
	Balance of Payments Statistics (BOP)	
IE	Household Budget Survey (5-yearly)	
HR	Annual 2011	4160
	Annual 2010	6500
IT	Household Budget Survey	28 thousand households
MT	Household Budget Survey (multi-annual)	3732 participating households
NL	Household Budget Survey (Five-yearly starting 2015)	6000
	Holiday Survey (CVO)	6000
	Name of the survey	Size of the survey
AT	Household Budget Survey (Five- yearly)	appr 6500
PT	Household Budget Survey (Five-yearly)	16 815
RO	Households Budget Survey	9360
SI	Households Budget Survey	
	Foreign tourists in Slovenia (Three-yearly)	
	Foreign travellers in Slovenia (Three-yearly)	
FI	Household Budget Survey	3500 answers of 8500
SE	Household Budget Survey, intermittent every third year. Annual up until 2009.	
UK	Living Costs and Food Survey	11800
	International Passenger Survey	375000
CH	HABE	approx. 3000

Annexe V

[Anglais seulement]

Administrative and other data sources used for SUIOT compilation

	Administrative sources	Other sources
BE	Annual Business Accounts, Balance of Payments data, foreign trade (goods) data, VAT data (also VAT client listings)	Government data on government bodies, survey for the financial institutions, agriculture Accounts made by Statistics Belgium
CZ	Tax declarations, profit and loss statements, accrual taxes, Balance of Payments	
DK	VAT-data	
DE	VAT Statistics	Economic Accounts of Agriculture
EE	Balance of Payments, customs statistics, the data from the bookkeeping system of the governmental accounting, tax declarations on business income of sole proprietors	
IE	Government Departmental Estimates, Companies Registration Office	Census of Population (5-yearly), National Income and Expenditure
FR	Gouvernement accounts (Dgfp), Annual Declaration of Social Data / DADS, data from Acof (which collects social security contributions), data from DGDDI (Direction générale des douanes et droits indirects), data from the Bank of France, customs data, Balance of Payments (a part of which is based on a survey: ECEIS), data from ACPR (autorité de contrôle prudentiel et de résolution)	Satellite accounts (dwelling, health, education, social, transport...), data from the Ministry of Research, data from SSP (Ministry of Agriculture), data from ARCEP (telecom regulator), data from employer associations (CCFA, CPDP...), data from the employment, ministry about temporary work, household employee, purchaser or consumer panel data (not realized by the public statistical services): AC Nielsen, GFK, Kantar, IFM, IPEA - mainly in order to assess household consumption
HR	Ministry of Finance, National Bank, different surveys of Croatin Statistics	National Accounts intermediate consumption survey, industry intermediate consumption survey
IT	The Business Register ASIA, the State Budget Reporting ("Rendiconto Generale dello Stato"); State Sector consolidated account; detailed State current revenues and expenditures on a cash and assessment base, detailed Tax revenues of the State, on a cash and on an assessment base provided by the Department of finance (DoF), detailed information supplied by Ministries' departments on the management of off-budget funds, state expenditures on military equipment under long term contracts, Population and Housing Census; the Agriculture Census; the Industries and Services Census; the Non-Profit Institutions Census	Enterprises balances, business sector analyses

LT	Data on the Implementation of National Budget, Balance of Payments, Agriculture Economic Accounts	
HU	Corporate tax declaration, VAT declaration	
MT	Income Tax Data (using the Tax of Financial Index Classification - TIFD), Government Statistics (using the Departmental Accounting System - DAS, and the Financial Direct Reporting System (FDRS), Government Statistics (Extra Budgetary Units), Economic Accounts of Agriculture, International Trade Data	
NL	Value added tax data, other tax data, Administration of social security, Data on cost and financing (care industry), Government accounts, Data on financial corporation from the Central Bank	Harvest survey, agricultural census
AT	VAT-Statistics, Income Tax Statistics, Corporate Tax Statistics, Social Security Statistics	Government Statistics, NPISH Survey, Agricultural Statistics
	Administrative sources	Other sources
PL	Data registered on customs declaration, EXTRASTAT system, full survey, INTRASTAT system, estimations of trade values for parties trading with EU Member States whose turnover do not exceed the thresholds of statistical and are exempt from submitting the INTRASTAT declarations, Annual report on the execution plan for state budget revenues and expenditures at Rb forms,	
PT	SBI - Simplified Business Information	
RO	Budget execution	
SI	Annual accounting statements of corporations, unincorporated enterprises, public services providers, budgetary units, societies, legal persons of private law, Financial statements of monetary institutions and of insurance undertakings, VAT declarations, budget tax revenue data, Extrastat foreign trade data	Economic accounts for agriculture and forestry, Balance of Payments
SK	Administrative data sources (income statements) for S12 and revenues and expenditure for general government (8 000 units), administrative data sources for the sectors S14 and S15 (6 000 units), Balance of payments for S2	The data sources for S13 are annual exhaustive statistical surveys NSPO1-01, NSRO1-01, MO1-01. (800, 3 800, 2 650 units), the data sources for S15 are statistical questionnaires NSNO1-01 and NSNO2-01 (5 000 units)
FI	The Business Register, Statistics on the Finances of Municipalities, Central Government Accounting Records	Structural Business Statistics

SE	Structural Business Survey	Tax Agency information, income statements
UK	HM Treasury OSCAR database (Central Government expenditure) census, Department for Communities and Local Government budget forecast/outturns) census, Department of Health NHS fees census, Civil Aviation Authority census, Department for Environment, Food and Rural Affairs census, Bank of England (FISIM) census, Bank of England Profit and Loss Survey census, HMRC annual company/individual tax returns census, HMRC trade in goods data census, Government Expenditure on Research and Development (GERD) census	National Council for Voluntary Organisations (NCVO) (NPISH data) 10000, Public Corporations (annual accounts for seven largest UK Public Corporations) 7, Private Non-Profit Survey (of R&D) (biennial) 180
MK	Annual Financial Accounts supplemented with the "Special form for the needs of Government", foreign trade statistics, Balance of Payments	Sector Accounts, GDP estimation by production approach, GDP estimation by expenditure approach

CH Value Added Statistics (> 300'000), customs statistics

Annexe VI

[Anglais seulement]

National documentation made available to users

Country	URL address
AT	http://www.statistik.at/web_de/statistiken/volkswirtschaftliche_gesamtrechnungen/input-output-statistik/index.html
BE	http://www.nbb.be/pub/stats/na/na.htm?l=en
CZ	http://apl.czso.cz/nufile/Inventory_staleceny_cz_publikace.pdf
DK	http://www.dst.dk/en/Statistik/Publikationer/VisPub.aspx?cid=15234
EE	http://pub.stat.ee/px-web.2001/I_Databas/Economy/23National_accounts/03Input_output_framework/04Supply_and_use_tables/04Supply_and_use_tables.asp
FI	http://tilastokeskus.fi/til/pt/meta_en.html
FR	http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/default.asp?page=base_2000/documentation/methodologie/resume_nb1.htm http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/default.asp?page=base_2000/documentation/methodologie/resume_nb13.htm
HU	http://www.ksh.hu/apps/meta.objektum?p_lang=EN&p_menu_id=120&p_ot_id=100&p_obj_id=QPA&p_session_id=98872080
IE	http://www.cso.ie/en/releasesandpublications/ep/p-sauio/supplyanduseandinput-outputtablesforireland2010/
IT	http://www3.istat.it/dati/catalogo/20090618_00/revisione_generale_conti_nazionali05_atti_del_convegno.pdf
LT	http://osp.stat.gov.lt/documents/10180/648955/IPL_aprasas.pdf/63064df5-cbb6-4c73-8e7b-5e2e8d3a201b
PL	http://stat.gov.pl/en/publications/search.html?topic=21
RO	http://www.google.ro/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&ved=0CCsQFjAC&url=http%3A%2F%2Fcolectaredate.insse.ro%2Fmetadata%2Fview.file%3FresearchId%3D801%26type%3Dmethodology%26file%3DMethodologia%2520Conturilor%2520Nationale%2520din%2520Romania.pdf&ei
SE	http://www.scb.se/sv/_Hitta-statistik/Statistik-efter-amne/Nationalrakenskaper/Nationalrakenskaper/Nationalrakenskaper-tidigare-definitioner/38443/38450/
SI	http://www.stat.si/StatWeb/Common/PrikaziDokument.ashx?IdDatoteke=8106
UK	http://www.ons.gov.uk/ons/rel/input-output/input-output-supply-and-use-tables/index.html
CH	http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/04/02/01/dos/02.html
MK	http://www.stat.gov.mk/Meta_en.aspx

Annexe VII

[Anglais seulement]

Applications and satellite accounts

	Compiled by NSI	Compiled by other organizations
Physical Input-output tables	AT, DE (only 1995), DK, FI, NL, SE	FR (Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie)
Environmental accounts	AT, CZ, DK, EE, FI, HR, HU, IT, LT, NL, PL, PT, RO, SE, SI, SK, UK	BE (Federal Planning Bureau), FR (Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie)
Education accounts	AT, NL, PL (Statistical Office in Gdansk, methodological work in progress), RO	FR (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)
Health accounts	AT, LT, MT, NL, PL (Statistical Office in Kraków, methodological work in progress), PT, RO, SE, SI	DE (Wifor Basys etc.), FR (Drees, Ministère des Affaires sociales de la Santé et des Droits des femmes), HR (Croatian Health Insurance Fund), MT (Ministry of Health)
Tourism accounts	AT, CZ, EE, HU, IT, LT, NL, PT, RO, SE, SI, SK, UK, CH	DE (DIW econ), DK (www.crt.dk), FR (DGE, Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique), HR (Institute for Tourism), PL (Ministry of Sport and Tourism and the Institute of Tourism)
Employment statistics	AT, DK, FR, HR, HU, IT, NL, RO, UK, CH	AT (Social Security Statistics), BE (Federal Planning Bureau)
Productivity accounts	DK, FI, FR, NL, UK, CH	
Social accounting matrices	CZ, DE (only 2000), CH	FR (Drees, Ministère des Affaires sociales de la Santé et des Droits des femmes), SI (different research institutions, not on a regular basis)
Other		LT (Sports economic accounts; Education and Culture Statistics)

List of abbreviations

BEC	Broad Economic Classification
CIF	cost, insurance, freight
COFOG	classification of the functions of government
COICOP	classification of individual consumption by purpose
COPNI	classification of the purposes of non-profit institutions serving households
CN	Combined Nomenclature
CPA	classification of products by activity
CPI	consumer price index
EFTA	European Free Trade Association
EPI	export price index
ESA2010	European System of Accounts
EU	European Union
FOB	free on board
GDP	gross domestic product
GFCF	gross fixed capital formation
HBS	household budget survey
HS	Harmonised Commodity Description and Coding System
IOT	input-output table
IPI	import price index
KAU	'kind of activity' unit
NACE	Statistical Classification of Economic Activities in the European Community
NCB	national central bank
NSI	national statistical institute
NSO	national statistical office
NUTS	Nomenclature of Territorial Units for Statistics
PPI	producer price index
PRODCOM	<i>production communautaire</i> (Community production)
R&D	research and development
SPPI	services producer price index
SUIOT	supply, use and input-output table
SUT	supply and use table
UVI	unit value index
VAT	value added tax